

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

Une dérive sociale, économique et démocratique

À l'occasion de sa conférence de presse, le président de la République n'a pas fait d'annonces nouvelles en matière économique et sociale. Il a confirmé les choix gouvernementaux tels qu'ils avaient notamment été exposés par le Premier ministre au lendemain de la remise du rapport Gallois.

Ainsi la logique globale de rigueur ou d'austérité est confirmée, notamment au travers des 60 milliards de limitation des dépenses publiques et sociales sur cinq ans. La politique dite de l'offre a également été soulignée au travers des 20 milliards d'euros d'aides fiscales nouvelles aux entreprises.

On a là l'expression concrète de l'inscription dans le cadre du pacte budgétaire européen et de la loi organique qui l'accompagne. Sur le plan social, le président de la République a repris la formule de nécessité de «compromis historique» s'agissant de la négociation en cours avec le patronat sur la sécurisation de l'emploi.

Nous avons rappelé que l'histoire ne s'écrit pas avant, qu'un compromis était encore loin et que l'heure n'est pas à la flexibilité mais à la réglementation et à la sécurisation.

Ce compromis dit historique découlerait d'ailleurs d'une politique économique de rigueur qui continuerait à faire du social la variable d'ajustement, ce que soulignent amplement les revendications patronales. Qu'il s'agisse de la mise en place d'un «CDI de mission», que nous avons refusé en 2008, ou de la réduction des droits des salariés en cas de restructuration.

En 2012, comme avant, personne ne dictera notre comportement. Le danger aujourd'hui, en France comme en Europe, ce sont les politiques d'austérité.

Le 14 novembre dernier, je suis allé à Madrid apporter notre soutien et notre solidarité aux camarades espagnols, notamment aux militantes et militants de notre organisation sœur, l'UGT. Visites sur les piquets de grève, conférence de presse et manifestation imposante ont rythmé cette journée.

Plus d'un quart de la population active au chômage –plus d'un jeune sur deux–; privatisation d'hôpitaux publics; réduction de la prise en charge santé; déréglementation du marché du travail; explosion de la pauvreté et des inégalités marquent aujourd'hui la situation espagnole.

Comme me l'expliquait un camarade et ami de l'UGT, ce sont tous les acquis sociaux de la démocratie depuis la fin de la dictature franquiste qui sont progressivement remis en cause. Si on y ajoute une présence policière marquée, cela commence à rappeler de mauvais souvenirs.

Certes, en Europe l'austérité a des degrés divers, mais c'est toute la logique mise en œuvre par les gouvernements et la Troïka (UE, BCE, FMI) qu'il faut contester pour stopper cette dérive sociale, économique et démocratique.

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 21 novembre 2012